

**Derniers jours pour préparer
la seconde phase de la campagne ! (p. 6)**

COMMUNISTES

**Besoin de plus
d'école (p. 3)**



Vidéo

**Fabien Roussel invité
de la matinale de
CNEWS - 7/12/21**

Libres

Passionnante la lecture du dernier Parisien-Dimanche de Bernard Arnault. Page 7 un papier enthousiaste pour dire Vive Uber (dix ans déjà) qui a révolutionné l'économie. Et page 14, un reportage sur les conditions de travail chez Uber Eats. Un bilan édifiant : six morts d'accidents de la route en un an, des blessés par dizaines, « mais il n'existe aucune statistique officielle ». Ces forçats font en moyenne 18 livraisons par jour, pour « des courses de moins en moins bien payées ». Et souvent des journées de dix heures, « sauf empêchement physique ou mécanique ». Protection sociale zéro. De plus en plus, les livreurs cherchent à s'organiser « mais la loi demeure : ils restent des indépendants, payés à la tâche, libres de choisir leurs horaires... et de prendre tous les risques ». 🌟

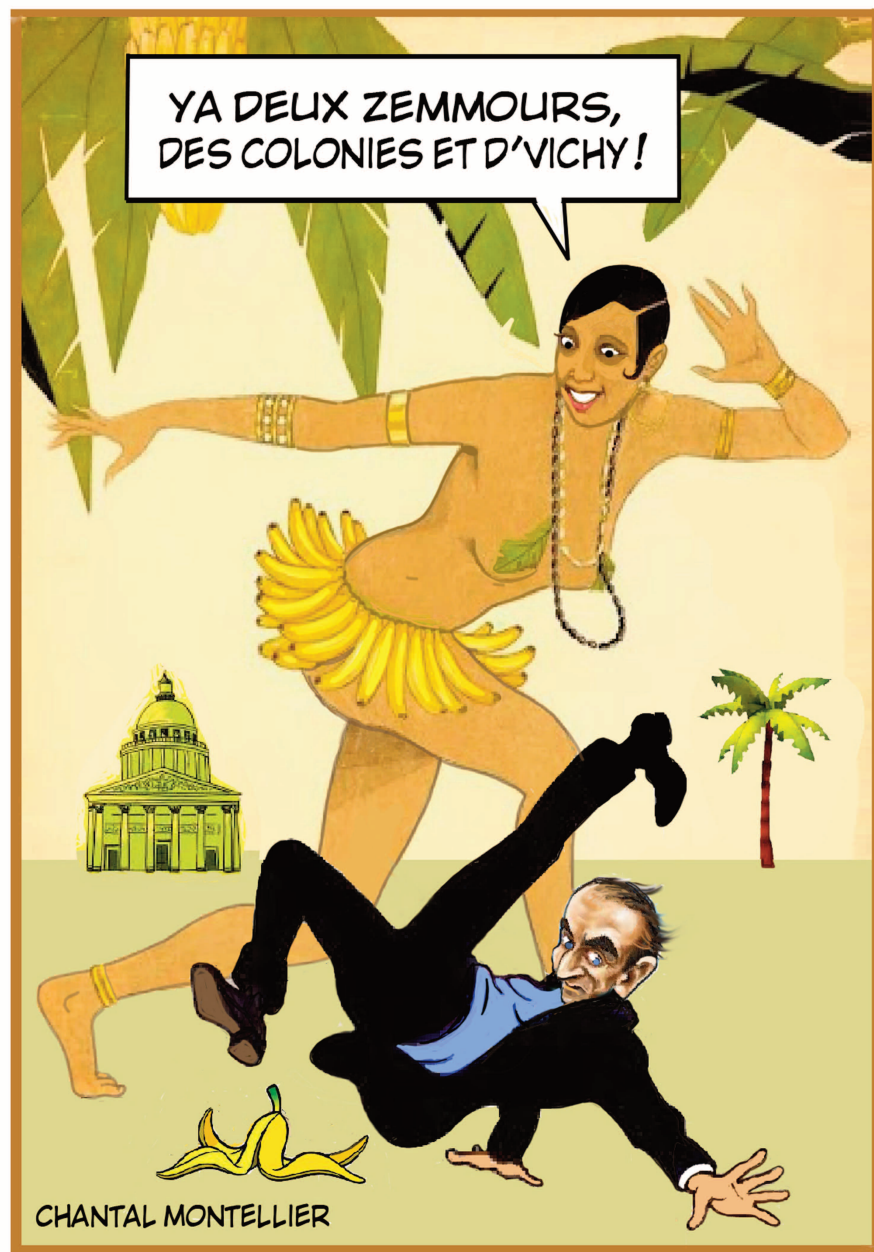
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse: €

**“Donner les moyens
au PCF d'intervenir”**

Chèque à l'ordre de “ANF PCF” : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

ATTENTION, SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

Du 8 décembre au 17 février 2022 : Exposition sur la *Dépêche de l'Aube*, naissance d'un centenaire. Du lundi au jeudi, de 9 h à 17 h. Archives départementales de l'Aube, Troyes (10)

9 décembre, à partir de 18h30 : Conférence-débat « Salaire et cotisation sociale » avec Bernard Friot, dans le cadre des Jeudis de la pensée Marx. Salle Louis-Aragon, 9 rue Jean-Jaurès, Saint-Maximin (60)

9 décembre, à partir de 18h30 : Conférence de l'Université populaire de l'Aube « C'est quoi la laïcité ? », animée par Jean-Paul Scot. Auditorium de Saint-Julien-les-Villas (10)

9 décembre, à partir de 20h30 : Conférence de Georges Sentis sur les camps d'internement en Algérie pendant la Seconde Guerre mondiale. Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation en Ariège, Varilhes (09)

10 & 11 décembre : Marché de Noël solidaire du PCF 33 avec de nombreux exposants. Tombola avec des lots offerts par les exposants, ticket à 2 €. Restauration sur place. De 16 h à 21 h le vendredi et de 13 h à 18 h le samedi. Salle du Point du Jour, Bordeaux (33)

11 décembre : Repas du *Travailleur Alpin*, plus d'informations à venir. 20 rue Émile-Gueymard, Grenoble (38)

11 décembre, à partir de 10 h : Assemblée des communistes vosgiens, suivie d'un repas militant. Salle de réunion de la fédération, à Épinal (88)

14 décembre, à partir de 18 h : Éric et Alain Bocquet seront les invités de Cathy Apourceau-Poly, sénatrice, et Jean-Marc Tellier, maire d'Avion, pour débattre de l'évasion fiscale et présenter leur livre. Salle des fêtes de Harnes (62)

14 décembre, à partir de 18h30 : Débat public « Tout augmente sauf les salaires, pensions, traitements et allocations : comment faire autrement ? », en présence de Fabien Gay. Salle Madeleine-Sologne, Vierzon (18)

14 décembre, à partir de 19 h : Conférence « Retour sur le Congrès de Tours – La naissance du Parti communiste », animée par Jean Vigreux. Archives départementales de l'Aube, Troyes (10)

15 décembre, à partir de 19 h : Rencontre avec

Pascal Savoldelli, sénateur du Val-de-Marne, sur le thème « Demain tous auto-entrepreneurs ? ». Salle Robespierre, Ivry-sur-Seine (94)

16 décembre, à partir de 19h30 : Éric Bocquet sera l'invité de la section Oswald-Calvetti pour parler de son livre sur l'évasion fiscale et répondre aux questions. Réservation nécessaire sur sectioncalvetti-pcf@orange.fr Salle du vieil hôpital, Velleron (84)

18 décembre, à partir de 15 h : 100 ans du PCF organisé par la Fédération du Nord : exposition sur le centenaire, débat sur le livre *Milliards en fuite*, avec Alain et Éric Bocquet et Pierre Gaumeton, puis apéro convivial. Espace Marx, Lille (59)

21 décembre, à partir de 15 h : Noël de la Solidarité du PCF Vendée pour offrir un colis de Noël avec des aliments de qualité aux familles en difficulté et des cadeaux aux enfants. Possibilité de faire un don à l'ordre de ADF PCF Vendée, 61 rue d'Aubigny, 85007 La Roche-sur-Yon, afin d'aider l'initiative. Sous le marché couvert des Jaulnières, La Roche-sur-Yon (85)

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition Mémoires commune(s), Musée de l'Histoire vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, Montreuil (93). Infos sur <http://www.museehistoirevivante.fr>

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition « Libres comme l'art », 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF. Du mercredi au samedi, de 14 h à 18 h, à l'Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris (75019)

Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition « Josep Bartoli, les couleurs de l'exil », sélection de plus de 150 œuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

RENCONTRE des Jours Heureux sur le thème de l'éducation et de la formation, à Vénissieux (69), le 3 décembre

FÊTE de la Fraternité Châtelleraut à Senillé (86), le 4 décembre

FESTIVAL de la Cimade, Migrant'Scene : conférences, films, pièces de théâtre ...

RASSEMBLEMENT pour les pensions, la santé et les services publics, à Paris (75), le 2 décembre

L'exposition "Libres comme l'art" (plus de 120 oeuvres) raconte les relations entre l'art, la culture et le PCF. Du 29 novembre 2021 au 31 janvier 2022. Espace Niemeyer.

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons <lmons@pcf.fr>

Besoin de plus d'école

Fabien Roussel fait de la jeunesse et de l'éducation un des axes de la campagne présidentielle. La rencontre de Vénissieux, consacrée à l'éducation, ce vendredi 3 décembre était la dernière d'une série de 6 rencontres dans toute la France.

La salle remplie, les nombreuses questions témoignent de l'enjeu que représente l'école dans un contexte qui a aggravé les inégalités de réussite scolaire.

La proposition du candidat communiste d'allongement du temps scolaire, parce qu'elle tranche avec près de 15 ans de réduction du temps de classe pour les élèves, suscite le débat. Michelle Piccard, maire de Vénissieux, rappelle en préambule l'urgence de répondre aux besoins des catégories populaires, le besoin d'école, et que l'État joue son rôle en la matière pour permettre aux communes de répondre aux besoins en matière d'équipements scolaires et de loisirs éducatifs. En supprimant 13 milliards de dotation aux communes, l'État prive les collectivités de moyens de développer des politiques ambitieuses pour le loisir éducatif.

Claire Pontais, professeur d'EPS, syndicaliste et formatrice, interroge : Comment donner à des enfants de catégories populaires ce qu'un enfant, qui a par sa famille les ressources nécessaires, trouve normal : l'accès aux savoirs, l'accès à la culture, au sport, et aux loisirs.

La proposition d'allongement du temps scolaire, 27 h en primaire, 32 h, voire plus au collège et au lycée, est alors développée par Fabien Roussel. Puis Paul Devin, président de l'Institut de recherche FSU, témoigne du besoin de plus d'école pour élever le niveau de connaissance d'une classe d'âge, combattre les inégalités, et transformer l'école pour qu'elle soit réellement émancipatrice. Pour cela il faudra créer des postes en nombre (90 000) et des équipements scolaires de qualité.

Il ne s'agit pas seulement d'allonger le temps scolaire, mais d'améliorer les conditions d'accueil et d'étude des élèves et

transformer l'école, donner du temps aux enseignants pour exercer leur métier.

Le témoignage d'un directeur d'école et celui d'une enseignante du second degré révèlent les difficultés que rencontre aujourd'hui le monde enseignant. Difficultés à faire leur métier dans un contexte dégradé, avec de moins en moins de moyens et des réformes menées par le gouvernement qui vont à l'encontre de ce qu'il faudrait faire ; La réforme du Bac, Parcoursup ont accéléré l'individualisation des parcours scolaires, mettant établissements et élèves en concurrence, tout en livrant au marché une partie des enseignements.

Ce sont bien entendu les jeunes qui réussissent le moins et ceux de catégories populaires, ceux qui n'ont que l'école pour apprendre, qui sont les premières victimes de la mise en place de cette sélection.

Alors que l'école inclusive est au cœur du discours gouvernemental, les AESH, ces assistants d'éducation qui accompagnent les élèves en situation de handicap, exercent une mission essentielle. Une formation, des salaires dignes de ce nom, et un statut au sein de l'Éducation nationale est indispensable comme le propose Fabien Roussel.

Tout comme le nécessaire réengagement de l'État auprès des collectivités pour construire des écoles, des collèges et des lycées, comme Cécile Cukierman, sénatrice de la Loire, l'évoque, en même temps qu'elle dénonce la précarisation de l'ensemble des personnels de l'éducation.

Enfin, Séverine Brelot, professeur en lycée professionnel et syndicaliste, parle de ceux dont on ne parle jamais, alors qu'ils représentent 43 % des lycéens, les jeunes de lycées



professionnels. Ce sont les futurs premiers de corvée. On leur a volé une année d'études sous Sarkozy en supprimant le BEP et en imposant le bac pro en 3 ans. Autant de temps d'école en moins pour apprendre un métier, saisir les enjeux auxquels doit répondre le monde du travail.

Construire une école émancipatrice qui combatte les inégalités et élève le niveau de connaissance de toute la jeunesse est un enjeu de société, un enjeu démocratique, et cela coûte de l'argent. Le budget de l'Éducation sera augmenté de 45 %, précise Fabien Roussel en engageant un recrutement massif d'enseignants, pré-recrutés au niveau du bac et en licence et recevant une formation à bac +5 de qualité, permettant d'être formés sur les contenus d'enseignement, leur métier, mais aussi sur les enjeux de l'école aujourd'hui en lien avec les courants pédagogiques, la recherche et ses avancées. ✪

Sébastien Laborde
secrétaire départemental
membre du CEN

La bataille contre le racisme et l'antisémitisme se poursuit

Ce 2 décembre aura, au fond, représenté un moment de vérité. L'Assemblée nationale se trouvait, en effet, saisie de la proposition de résolution du groupe de la Gauche démocratique et républicaine, demandant au Garde des sceaux de rappeler aux parquets que la condamnation d'un individu pour incitation à la haine raciale pouvait être assortie d'une peine complémentaire d'inéligibilité, dans les conditions fixées par la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Sans vraie surprise, la droite parlementaire aura boycotté un débat dont le seul objectif était de favoriser une meilleure application de la loi républicaine, laquelle considère que le racisme et l'antisémitisme ne sont pas une opinion mais un délit devant être sanctionné sans faiblesse. Ce qui, à bien le considérer, était dans la logique des choses, après que le débat entre candidats Les Républicains à l'élection présidentielle ait révélé l'ampleur de la zemmourisation — ou de la lepénisation, comme on voudra — des programmes du côté de ce courant politique. Nous aurons, en revanche, eu la satisfaction de voir toute la gauche faire front commun pour voter le texte présenté, depuis la tribune de l'Hémicycle, par Fabien Roussel. Accompagnée, une fois n'est pas coutume, par le groupe UDI, qui aura choisi de privilégier une position de principe sur des considérants boutiquiers. Ce qui n'aura pas été le cas, on le sait, des députés de La République en marche, qui auront rendu minoritaire la proposition de résolution, par 32 voix contre 22. L'insignifiance des arguments, du côté de la Macronie, aura été le grand enseignement de ce débat parlementaire. Du ministre Fesneau justifiant la position de la majorité en expliquant qu'il fallait débattre avec les tenants de la haine plutôt que de les sanctionner pénalement, à la députée Avia exhortant les élus de la nation à faire preuve de « distance » et de « constance » — comprenne qui pourra ! —, en passant par Monsieur Dupont-Moratti finissant par avouer piteusement que l'attitude du pouvoir était motivée par de pures motivations tacticiennes, c'est à une véritable forfaiture que nous aurons assisté. Oui, une forfaiture, dans la mesure où un exécutif qui se targue à chaque instant de vouloir défendre une « France ouverte » contre les partisans du « repli » aura cyniquement joué sur le déchaînement de l'abomination raciste, espérant manifestement en tirer un bénéfice électoral si le président candidat à sa réélection devait affronter l'extrême droite au second tour de la présidentielle. Il se confirme ainsi que, pour Emmanuel

Macron et les siens, tout doit être mis en œuvre pour favoriser ce scénario délétère dont l'immense majorité du pays ne veut pourtant pas. Le résultat est que ces gouvernants sans principes auront *in fine* délivré un message de passivité aux porteurs d'une parole nauséabonde. Le hasard du calendrier aura voulu que, candidat désormais déclaré, Zemmour ait, trois jours plus tard, révélé la violence de son projet à l'occasion de sa grande parade de Villepinte. Violence des mots choisis pour stigmatiser nos compatriotes d'origine étrangère ou porteurs d'une culture jugée inassimilable par les hérauts de la « France millénaire », et violence des coups portés par des nervis enfiévrés à des militants et militantes de SOS-Racisme venus dénoncer pacifiquement l'obsession xénophobe et identitaire. Chaque jour le démontre davantage : c'est la République, dans les fon-

dements égalitaires et fraternels que lui renouvelèrent les organisations membres du Conseil national de la Résistance en 1946, qui s'avère aujourd'hui la cible désignée de forces réactionnaires se livrant entre elles aux pires surenchères. Il se trouve que, à une poignée de jours près, la proposition de résolution communiste aura coïncidé avec la date anniversaire de l'exécution, par les nazis, au Mont-Valérien, de 75 otages parmi lesquels se trouvait Gabriel Péri. Nous commémorerons, cette année, le 80^e anniversaire de ce 15 décembre 1941. Les communistes, avec toutes celles et tous ceux qui sont conscients du danger, n'en seront que plus déterminés à défendre l'identité républicaine de la France. ✪

Christian Picquet
membre du CEN



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Le parti de l'art

Allocution de Fabien Roussel pour l'ouverture de l'exposition « Libres comme l'art ». Extraits.

Confronté à un capitalisme brutal, destructeur, mortifère, le communisme a inspiré, par-delà les tragédies du siècle passé, l'engagement d'hommes et de femmes en très grand nombre, qui avaient en commun d'aspirer à un monde plus viable.

Bien sûr, quand il s'agit d'art et de communisme, nous avons affaire à des registres distincts. Mais, ainsi que l'assurait le peintre Georges Braque : « L'art s'infiltrait partout ! » Et puis, art et communisme n'ont-ils pas eu souvent en commun de pouvoir se conjuguer dans une conception humaniste de l'avenir ?

Du reste, les auteurs du catalogue de *Libres comme l'art* — catalogue que nous devons aux éditions de l'Atelier, que je salue ici — restituent, racontent, rendent compte de manière éclairante des choix qui ont présidé à cette exposition, « *Le Parti de l'art. Trésors donnés. Trésors prêtés* ».

Ils rappellent que si « l'histoire du PCF est faite de hauts et de bas, de conquêtes et défaites, de prises de position, ou d'absences de prises de position, qui ont parfois suscité la colère de militants et d'intellectuels », il a « invariablement soutenu les écrivains, les artistes, a permis l'accès à l'éducation, à la culture. Il a créé des revues, des journaux, des maisons d'édition, a aidé à la création de films... »

Parce que nous sommes les héritiers de cette tradition, nous avons résolument la volonté de continuer à prendre le parti de l'art !

Car, tout de même, quel parti politique français peut s'enorgueillir d'avoir tant agi au service de la culture et d'avoir compté en son sein parmi les plus grands intellectuels, les créateurs les plus en vue ? [...]

De Charlie Chaplin à Bertolt Brecht pour l'international, de Picasso à Giacometti, de Henri-Cartier Bresson à Willy Ronis, de Jean Ferrat et Juliette Gréco à Cyril Mokaïesh, de Gérard Philippe à Jean-Louis Trintignant, de Stelio Lorenzi à Raoul Sangla, de Frédéric Joliot-Curie à Jean-Pierre Vernant ou encore Maurice Godelier, combien compte-t-on de communistes, de carte ou de cœur ? La liste est si longue que l'on me pardonnera celles et ceux que je n'ai pas cités...

Qui, il y a eu, et il y a aujourd'hui, des artistes, des intellectuels, qui jouent un rôle primordial dans le domaine de la pensée, de la culture, de la création artistique ou de la recherche scientifique, et qui sont militants, qui sympathisent avec nos idées, ou qui cheminent à nos côtés.

Ceux-là, celles-là se reconnaissent simplement dans cette ambition qui consiste à se mettre au service du peuple de France, de cette majorité d'hommes et de femmes qui n'a que son travail pour vivre et que l'on méprise le plus souvent, quand on ne l'écrase pas.

Quel autre sens donner à l'implication, par exemple, d'un Pablo Picasso qui, après la Libération, règle scrupuleusement ses cotisations au PCF, fait des dons, verse aux souscriptions, ou offre ses dessins aux fédérations du Parti et à ses journaux ?

On m'a rapporté qu'un camarade allait ainsi, de temps à autre, chez le peintre des *Demoiselles d'Avignon* et de *Guernica*, et qu'à l'invitation du maître il revenait à chaque fois doté de quelques tableaux dont la vente était destinée à alimenter les

finances du Parti. Picasso lui disait simplement : « Choisis ce que tu veux ! »

Dans la préface du catalogue que je citais tout à l'heure, Pierre Laurent souligne que, dès ses premières années d'existence, l'originalité du communisme français fut d'avoir mis l'art au cœur de l'entreprise d'émancipation humaine à laquelle il consacra tous ses efforts.

Comme le formulait le peintre Ladislav Kijno, né à Varsovie et qui vécut longtemps à Nœux-les-Mines : « Il ne suffit pas de donner un toit et du pain aux hommes, il faut mettre du Gauguin dans les assiettes et Rimbaud dans les verres. »

Cela se sera traduit, entre autres, par le rôle capital joué par notre parti, comme d'ailleurs par la CGT, dans la création du festival de Cannes ou du festival d'Avignon...

J'ai la faiblesse de penser que cet entrecroisement permanent entre les révolutions artistiques du siècle écoulé et le combat des communistes n'aura pas été étranger à l'exception culturelle française. Une exception qui résiste toujours, en dépit des coups de boutoir que tentent de lui porter les grands groupes marchands et les géants du numérique en prétendant régir la langue et modeler l'imaginaire.

En évoquant cette question, vous comprendrez que je songe à notre regretté Jack Ralite. Qui d'autre peut le mieux symboliser notre attachement à la liberté de création ? [...]

Parler de la relation si singulière des communistes à l'art et à la création m'amène à une réflexion plus générale, que je voudrais vous faire partager.

La politique comme l'art, parce qu'elles sont des créations humaines, tâtonnent, cherchent, se cherchent. Elles peuvent faire preuve de fragilité. C'est Aragon qui disait, en se l'appliquant à lui-même, qu'il convenait d'éviter à tout prix « l'assurance triomphale d'avoir raison ». Convenons toutefois qu'elles ont également en commun — sauf lorsqu'elles sont régies par l'égoïsme ou le besoin maladif de confiscation — la volonté toute humaine d'affirmer la vie.

L'art peut, par ailleurs, se cantonner au constat, à l'approbation, à la célébration, à la dénonciation, à la protestation, être tout cela à la fois. Mais il peut aussi porter une nouvelle représentation de la réalité, qu'il en ait l'intention ou non. Balzac, on le sait, disait écrire « à la lueur de deux vérités éternelles : la religion et la monarchie. » Ce qui n'empêchait pas Victor Hugo de le ranger, indépendamment de ses idées politiques, « dans la forte race des écrivains révolutionnaires, qu'il l'ait voulu ou non ».

L'art est essai, tentative d'atteindre autrui, proposition, promesse, ouverture. Il ne peut se construire que dans un rapport à l'autre. Non seulement il permet de voir ce que nous ne voyons pas, et qui parfois est juste sous notre nez, mais davantage encore, il est en capacité de se situer devant. Par l'émotion, le plaisir, il s'essaie en quelque sorte à ouvrir la voie.

Pour cela, l'art prend des risques, car il doit impérativement inventer ses propres outils pour saisir le mouvement du réel. À chaque nouveau défi, il se doit de trouver une manière de le relever. Il appartient au mouvement, à la dynamique. Il évoque la part indicible que renferment les choses, en se confrontant à la réalité qui est sans cesse changeante. « On est là pour essayer de trouver les solutions de demain »,

Libres comme l'art 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF



Exposition
29 novembre 2021
31 janvier 2022
Espace Niemeyer
Entrée libre

100 ANS D'HISTOIRE
ENTRE LES ARTISTES ET LE PCF

En cent ans d'existence, le Parti communiste français a toujours entretenu une relation privilégiée à l'art et à la culture. Du surréalisme à la construction de son siège par l'architecte Oscar Niemeyer en passant par ses liens étroits avec des dizaines de peintres et artistes majeurs du siècle, le Parti communiste et les avant-gardes artistiques et culturelles ont fécondé une histoire politique, sociale et culturelle singulière. « Changer la peinture, c'est changer l'homme », dit le premiers vers du discours à Pablo Picasso de Louis Aragon, l'écrivain qui offrira au PCF la Joconde de Duchamp (*L.H.O.O.Q.*), en témoignage de l'attachement à la liberté de la création.

Ce tableau et plus de cent vingt œuvres témoins de tous les engagements esthétiques du siècle sont pour la première fois rassemblés au siège du PCF, dans l'écrin de l'Espace Niemeyer, et racontent cette histoire unique dans l'exposition « Libres comme l'art », conçue par les commissaires Yolande Rasle et Renaud Faroux.

Des plus illustres, fondateurs de l'art contemporain, réalistes, ou inventeurs de la figuration narrative, aux plus injustement minorés, des plus proches aux plus critiques, plus de cinquante peintres et photographes au total, l'exposition présente un parcours totalement inédit dans ce siècle d'art et d'engagement mêlés, faisant dialoguer tous les grands courants de la peinture ici représentés.

Exposition présentée du 29 novembre 2021 au 31 janvier 2022

Entrée libre. Commissaires de l'exposition : Yolande Rasle et Renaud Faroux
Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19^e

selon le peintre Hervé di Rosa.

Ce qui est valable pour l'art ne l'est-il pas pour la politique, surtout quand celle-ci se veut transformatrice ? L'invention prime. Pour avancer, pour bâtir du nouveau, la remise en question est chose nécessaire, et celle-ci n'est évidemment pas l'effacement du passé mais seulement son dépassement. [...] ★

Présidentielle et législatives

Derniers jours pour préparer la seconde phase de la campagne !

Ce lundi 6 décembre nous tenions la 3^e assemblée des fédérations qui a réuni une cinquantaine de secrétaires départementaux·ales et précède l'important Conseil national des 11 et 12 décembre sur le projet présidentiel et les élections législatives.

À l'ouverture des fêtes de fin d'année s'achèvera la première phase de la campagne. L'occasion pour les camarades de faire un premier bilan et de se préparer pour la suite. Ces derniers mois, nous avons fait progresser la notoriété de la candidature de Fabien Roussel et commencé à la distinguer des autres candidatures à gauche. Nous avons positionné en point central son ambition pour le monde du travail, notamment avec le beau meeting national du 21 novembre à Paris. Nous avons porté dans le débat public d'importantes propositions sur de nombreuses thématiques avec toutes les rencontres des jours heureux. Et nous avons lancé la dynamique de campagne dans toutes les fédérations !

Désormais le paysage politique se précise et une seconde phase de la campagne encore plus intense va s'ouvrir début janvier.

L'actualité est marquée par la reprise épidémique qui nécessite plus que jamais d'affirmer le besoin de faire de la santé un bien public et de porter nos propositions concrètes en la matière.

En outre, après la primaire LR qui a vu l'emporter une droite extrémisée conduite par Valérie Pécresse et après l'entrée en scène de l'extrême droite la plus fanatisée avec le lancement de campagne d'Éric Zemmour, la haine raciste et xénophobe ainsi que la remise en cause de l'État de droit sont au cœur du débat présidentiel.

Construire la riposte à cette situation implique de porter une vision pour la France à la hauteur du besoin de résistance à ces idées, du besoin d'alternative et de reconstruction de la gauche.

Cela doit nous conduire à renforcer les grands identifiants de notre candidature : une candidature qui porte les intérêts du monde du travail et des catégories populaires, la justice sociale ; une candidature qui a le courage de porter une rupture avec la politique de soumission au capital ; une candidature républicaine dans sa volonté de riposter sans faiblesse aux idéologies réactionnaires, raciste ou xénophobes qui défigurent les principes d'égalité, de solidarité ou de laïcité.



Est également pointé dans la discussion le besoin de resserrer encore nos liens avec les luttes et de développer l'incarnation collective de celles et ceux que nous voulons rassembler.

Janvier sera également le temps de finalisation de notre projet présidentiel dans la foulée du Conseil national de décembre.

La seconde phase de la campagne implique aussi une mobilisation mili-

tante maximale, car si les bons passages médiatiques de notre candidat sont un réel point d'appui, ils ne suffiront pas à faire le résultat final ! D'où l'importance de l'élaboration de plans de campagnes départementaux et locaux, la création des comités de campagne que nous avons intitulé « Comité des jours heureux », des campagnes de porte à porte et d'initiatives diverses visant à recueillir des milliers de contacts localement, des appels à voter, une intervention sur les réseaux numériques en partageant massivement les contenus et en prenant en compte les différences entre les types de plateforme, le renforcement de la bataille financière, notamment en plaçant la souscription comme un objectif systématique dans nos rencontres.

Enfin, cette seconde phase est le moment d'engager la préparation des élections législatives.

Deux enjeux décisifs pour cela :

Préciser notre conception du pacte d'engagement commun, tant sur le fond que sur le périmètre, afin de poser les bases d'une proposition politique visant une nouvelle majorité de gauche avec le plus grand nombre de députés communistes.

Engager la campagne au plus tôt dans toutes les circonscriptions en désignant le plus grand nombre possible de chef·fe·s de file au Conseil national de décembre puis à celui du 5 février. La parité, en particulier sur les titulaires, est un impératif dans ces désignations.

Cette démarche doit aller de pair avec l'ambition de présenter des candidat·e·s dans le plus grand nombre de circonscriptions. C'est important, tant pour notre rayonnement national que pour la part du financement public liée aux voix réalisées par nos candidat·e·s. Nous travaillons dès maintenant à en créer les conditions. ✨

Igor Zamichiei

coordinateur de l'exécutif national

Le 43^e congrès du MJCF se tiendra les 28, 29 et 30 janvier 2022

Le 42^e congrès du MJCF a eu lieu en janvier 2019. Depuis ce congrès, le contexte pour les jeunes a beaucoup évolué. La pandémie a amplifié les phénomènes de précarité au sein de notre génération. La jeunesse est dans une situation pitoyable.

En septembre 2021, nous dénombriamo un million et demi de jeunes sans emploi ni formation. À ce nombre s'ajoutent de plus en plus de jeunes alternant contrats précaires (intérim, CDD, services civiques...) et des périodes de chômage. Aujourd'hui, plus d'un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté.

Dans les formations, la situation se dégrade, les derniers rapports PISA (bien que incomplets) montrent que la France a un système éducatif de plus en plus inégalitaire, l'un des plus inégalitaires en Europe. Le retrait d'une demi-journée en primaire, la mise en concurrence des établissements scolaires avec la réforme du baccalauréat, le retrait d'un tronc commun de matière générale dans la filière professionnelle ont déroulé le tapis rouge aux instituts éducatifs privés partout sur le territoire. Nous avons une école à plusieurs vitesses. À cela s'ajoute la mise en place d'une sélection généralisée de l'entrée à l'université jusqu'à l'entrée du master. Si la situation a été mise en avant pendant la pandémie, elle est loin d'être nouvelle. La jeunesse est une période de découverte et de formation intense qui aujourd'hui se caractérise par deux choses : la désignation et l'abandon des projets.

Le parcours des jeunes se caractérise par une succession de désignations les obligeant à abandonner leurs rêves et leurs aspirations. Les multiples crises que nous traversons viennent renforcer les antagonismes de classes au sein même de la jeunesse.

Les jeunes pâtissent d'un manque d'ambition politique depuis trop d'années. Cette période de vie commune à chaque individu n'est pas appréhendée de la bonne manière par nos responsables politiques.

Cette situation, les jeunes n'en peuvent plus, n'en veulent plus, mais, faute de réponse politique, ils se désignent et s'éloignent de la politique. Ce congrès aura pour but d'élaborer l'analyse la plus fine des contradictions du capitalisme et de la situation de la jeunesse, ainsi que de prendre les décisions permettant de construire l'organisation la plus à même de permettre l'engagement des jeunes.

Le congrès c'est avant tout un processus qui fait sa place à chacune et chacun des adhérentes et adhérents. C'est notre organisation tout entière qui se met en mouvement, de l'échelon local à l'échelon national, pour décider de son avenir. La ligne du Mouvement doit être celle de l'ensemble des adhérentes et adhérents du MJCF. C'est bien là que réside



le fondement démocratique de notre organisation. Afin de répondre au mandat fixé par le congrès, la direction nationale du MJCF et de l'UEC sera intégralement renouvelée lors du congrès.

Le processus du congrès a débuté l'été dernier par une phase de contributions. Les fédérations du MJCF sont actuellement en train de finir leurs conférences fédérales, et dans un mois et demi ce processus se terminera le 29 janvier prochain avec l'adoption du texte et le renouvellement du Conseil national.

Pendant trois jours, 400 délégués représentant les fédérations de toute la France vont se réunir le temps d'un week-end pour échanger, débattre et surtout prendre des décisions sur l'orientation que doit prendre le Mouvement.

Ce sera également un moment de rencontre avec nos partenaires en France et à l'étranger.

La date de notre congrès coïncide avec le début du calendrier de Parcoursup. Nous profiterons de cet événement important de notre organisation pour organiser une action contre la sélection à l'université. Depuis 2018, le MJCF est vent debout contre la sélection. Nous continuerons à mobiliser et faire signer notre pétition demandant la fin des sélections à l'entrée de l'université et celle entre la licence et le master. 📍

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

Ciné-Archives - Grande braderie sur les DVD Jusqu'au 15 décembre 2021, -50 % sur les éditions DVD !

Réalisé par Jean-Patrick Lebel, « Cité de la Muette » est le premier documentaire consacré au camp de Drancy, principal centre d'internement des juifs français et étrangers avant leur extermination en Europe de l'Est durant la Seconde Guerre mondiale. Le film ausculte les lieux de l'internement et donne la parole à des témoins encore jeunes, dont beaucoup livrent leur expérience pour la première fois devant une caméra.

Deux DVD accompagnés d'un livret avec des articles de Tanguy Perron, Denis Peschanski, Sylvie Zaidman et Luc Alavoine.

Réalisés sous l'égide du PCF et de la CGT, les vingt courts métrages réunis dans ce coffret proposent une traversée du cinéma militant de 1945 à 1956, des « Lendemain qui chantent » de la Libération à la violence politique de la guerre froide.

Aux années de la Reconstruction et des conquêtes sociales, avec la mise en place du programme du Conseil national de la Résistance et l'arrivée de ministres communistes au gouvernement, succède une période pendant laquelle les luttes sociales et anticoloniales sont réprimées dans le sang. La bataille idéologique fait rage, incitant les réseaux communistes et cégétistes à mettre en place des contre-actualités filmées et le cinéma français à se mobiliser face à la concurrence américaine.

Pour la plupart interdits par la censure à leur sortie, ces films sont pour la première fois disponibles en DVD.

Pour toute demande d'information ou pour organiser une projection : contact@cinearchives.org Tél. 01 40 40 12 50

Retrouvez-nous !

Pour être informés de nos activités et de nos dernières mises en ligne, suivez-nous !

Paiement par chèque à l'ordre de Ciné-Archives, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19^e

Téléchargez le bon de commande ici.



GRANDS SOIRS « BEAUX LENDEMAINS » 1945-1956
LE CINÉMA MILITANT DE LA LIBÉRATION ET DE LA GUERRE FROIDE

12 EUROS



CITÉ DE LA MUETTE
UN DOCUMENTAIRE DE JEAN-PATRICK LEBEL SUR L'HISTOIRE DU CAMP DE DRANCY

10 EUROS



OFFRE SPÉCIALE : LES DEUX POUR 20 EUROS PORT INCLUS

Vente d'armes aux Émirats arabes unis : "La surenchère guerrière"

La France, l'un des principaux pourvoyeurs d'armes des monarchies du Golfe, vient de signer un nouveau contrat de 17 milliards prévoyant la livraison de 80 Rafale, 12 hélicoptères de combat et de missiles aux Émirats arabes unis (EAU).

Alors que la région connaît des tensions considérables, cette nouvelle vague de militarisation alimente les conflits en cours, légitime les idéologies guerrières et n'assure en rien la sécurité des peuples. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont déjà utilisé des armes françaises dans la sale guerre sans fin du Yémen qui a fait 377 000 victimes et provoqué un désastre humanitaire.

Cet accord prévoit également une coopération militaire renforcée avec un régime qui bafoue les droits humains (tortures, enlèvements), viole le droit international (crimes de guerre) et finance le terrorisme d'Al Qaïda péninsule arabique (AQPA).

Il faut une certaine dose de cynisme pour affirmer, comme le font le président de la République Emmanuel Macron et son ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, que ces ventes d'armes assurent le rayonnement et la compétitivité de la France alors qu'elles sapent sa crédibilité.

Alors que le monde est plongé dans la tourmente des crises sanitaires et environnementales ainsi que dans une insécurité humaine croissante, nourrir les guerres



est une folie.

La paix est un projet global pour l'humanité. Notre monde a besoin de solidarité et de coopération, ce qui passe par la démilitarisation et la diminution drastique des dépenses d'armement. Ces exigences sont au cœur du projet porté par le candidat communiste, Fabien Roussel, à l'élection présidentielle.

Parti communiste français,
Paris, le 3 décembre 2021



Près de 300 personnes réunies à Bobigny pour la soirée de solidarité avec les femmes afghanes du PCF, qui liait résistance et culture.

Les femmes palestiniennes invitées surprise, et solidaires des femmes afghanes, étaient présentes.



**Retrouver l'actualité du secteur International du PCF
Pour recevoir la newsletter, pensez à vous inscrire :
http://www.pcf.fr/inscription_newsletter_internationale?**

Petite histoire des journalistes et réalisateurs communistes à la radio-télévision (6)

Années 80 : se met en place une instance de « contrôle » de la télévision, structure qui changera de nom au fil des ans pour devenir l'actuel CSA, organisme tarabiscoté aux pouvoirs limités. En août 1982 est nommé parmi les membres de la Haute Autorité (HACA) le réalisateur communiste Daniel Karlin, auteur de plusieurs séries remarquées en collaboration avec le psychiatre Tony Lainé. Le PCF avait présenté l'écrivain André Stil et Daniel Karlin, seul ce dernier est accepté.

De manière générale, l'intégration des journalistes communistes à la radio-télévision s'avère plutôt difficile, même si la situation varie beaucoup d'un individu à l'autre [voir mon article « 1981 : des journalistes communistes à la radio-télévision » dans Les Cahiers d'Histoire n°82, 2001].

« Poursuivis par leur étiquette, note l'historien Jérôme Bourdon, les nouveaux venus n'ont pas la tâche facile. » Une manière de harcèlement les accompagne : comment peut-on être journaliste et communiste ? Leur répète-t-on. Mme Cotta, nouvelle responsable de la Deuxième chaîne, conseille aux nouveaux venus de s'effacer : « L'arrivée de journalistes communistes n'arrange pas nos affaires, même s'ils se comptent sur les doigts d'une seule main. Il faut dire que nous attendions d'eux qu'ils se fondent dans la tonalité générale de l'antenne. » La même, un an plus tard, pro-

mue à la tête de la HACA, s'agace de la singularité de Daniel Karlin, « le vilain petit canard qui ne s'amusait pas des mêmes jouets que nous et qui risquait à tout moment de faire s'effondrer nos châteaux de sable » !

Alors que l'opinion de gauche, communiste singulièrement, atten-

dait beaucoup d'une « nouvelle télévision », rien ne change vraiment. D'où une tension entre le PCF et le PS dès le printemps 1982. Moins d'un an après l'arrivée de la gauche au pouvoir, il est significatif que le premier accroch entre ces deux partis concerne l'audiovisuel. Le PCF est insatisfait de la loi sur l'audiovisuel en préparation et parle de s'abstenir. Le ministre Fillioud, cité par l'historienne Agnès Chauveau, écrit dans une note à Mitterrand : « Il n'est pas sûr que l'abstention des communistes

sur un texte de cette nature ne soit pas politiquement une bonne chose vis-à-vis de l'opinion. »

Pour l'historien Jérôme Bourdon, « la victoire de François Mitterrand fait naître d'immenses espérances chez beaucoup de professionnels de la télévision ». Ces espoirs seront vite déçus. L'encadrement change peu. La tutelle du pouvoir est moins affichée

mais l'audiovisuel demeure le domaine réservé du chef de l'État. La « nouvelle » télévision ressemble finalement beaucoup à l'ancienne. Le divertissement écrase toujours la création. Seul changement notable et redoutable : l'explosion peu après du service public et l'entrée massive du privé. Arrivent à la tête de chaînes télévisées des hommes d'affaires, comme Berlusconi, Bouygues, avec leur logique financière. Nombre de réalisateurs vont alors constater qu'il était, souvent, plus facile de négocier avec la réaction gaulliste qu'avec ce genre de patrons. ★

Gérad Streiff

Daniel Karlin

